

## L'histoire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et la Hongrie. 1947-1964

### Résumé

*L'article examine quelques aspects diplomatiques de la guerre froide : comment deux pays s'appartenant aux deux blocs antagonistes arrivent-ils à établir les relations diplomatiques.*

*Après la deuxième guerre mondiale chacun des deux pays fait des efforts pour le développement des relations, mais le climat politique international n'y est pas favorable. Dès les années 1960 les intérêts politiques (détente), économiques (marché du blé canadien) et humanitaires (colonie hongroise au Canada) amènent les deux pays à établir les relations diplomatiques en 1964.*

*L'article est basé sur les documents d'archives du Parti communiste hongrois et du Ministère hongrois des Affaires étrangères.*

### Abstract

*This article examines some diplomatic aspects of the Cold War: how two countries belonging to antagonistic blocks succeeded in establishing diplomatic relations.*

*After the Second World War both countries make an effort for the development of relations, but the international political atmosphere is not favourable. In the sixties the political (détente), economic (market of the Canadian grain) and humanitarian (Hungarian immigrants in Canada) interests led Canada and Hungary to establish diplomatic relations in 1964.*

*This article is based on the documents of the Archives of the Hungarian Communist Party and the Foreign Office of Hungary.*

On peut lire dans le rapport public du Ministère des Affaires étrangères du Canada, en 1965 : « Meanwhile, with the Communist countries of Eastern Europe Canada continued to pursue a policy of developing closer contacts and trade, as part of a general pattern of improving relations between East and West... In May, as a result of agreements reached during the previous year, the first Canadian Ambassador to Hungary (resident in Prague) presented his credentials in Budapest, by the time, a resident Hungarian Embassy had already been established in Ottawa. »<sup>1</sup>

Dans le présent essai, nous allons examiner comment les relations entre le Canada et la Hongrie ont atteint leur objectif, c'est-à-dire l'établissement des relations diplomatiques en 1964, après plus d'une décennie de préparation qui avait commencé au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

---

### Notes

<sup>1</sup> Report of the Department of External Affairs 1965. Ottawa 1966. p. 37

\*\*\*

Les premiers « représentants » des relations des deux pays étaient les émigrés de Hongrie. Les premiers en étaient arrivés au Canada dans les années 1880.<sup>2</sup> De nombreux Hongrois sont partis pour le Canada dans les années 1920 aussi. Selon le recensement de 1931, 40 mille Hongrois vivaient dans le pays.<sup>3</sup> Vu le nombre grandissant des Hongrois au Canada, Budapest a ouvert en 1922 un Consulat général à Montréal et, en 1927, un consulat à Winnipeg.<sup>4</sup>

Pendant la Seconde guerre mondiale, dû à la prise de position aux côtés antagonistes par le Canada et la Hongrie, les relations ont été interrompues.

Le 21 janvier 1942, en conséquence de Pearl Harbor, le premier ministre Mackenzie King a annoncé l'état de guerre avec la Hongrie. A partir de cette date, la Suède s'est chargée de la représentation des intérêts hongrois jusqu'en septembre 1948. Ensuite, c'est la Pologne qui a accompli la même tâche, jusqu'à la prise des relations diplomatiques en 1964.

### **La période des relations s'élargissant mais problématiques : 1947-1963**

La Hongrie s'est progressivement soumise à la zone d'influence et de dépendance de Moscou et ce jusqu'à la fin des années 1940. C'était l'Europe de l'Est bolchévisée. Jusqu'au milieu des années 1950, et particulièrement jusqu'à la mort de Staline, les activités de la politique extérieure ont été pratiquement restreintes à l'exécution servile des ordres de Moscou et aux relations bilatérales au sein du « camp de paix ». Le 20<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en février 1956, et le soulèvement anti-stalinien en octobre 1956 ont changé cette situation. La dépendance de Moscou a demeuré, mais les opportunités sont devenues plus accessibles ; la Hongrie a su en profiter dans sa politique intérieure comme dans sa politique extérieure. Une preuve en est qu'à partir du milieu des années 1960, lorsque la question n'était plus à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU, le prestige international de la Hongrie s'est agrandi. La multiplication des activités de la politique extérieure se manifeste dans le nombre des consulats et ambassades créés entre 1956 et 1965. Dans cette période la Hongrie a ouvert des représentations diplomatiques dans 35 pays, dont dans 17 des ambassades.<sup>5</sup>

Après la fin de la Seconde guerre mondiale, la première proposition de rétablissement des relations diplomatiques a été faite par la Hongrie, en 1948. Le commissaire général canadien, évoquant une pénurie de cadres, a recommandé la création d'un consulat général. En mars, il autorise son ouverture par les Hongrois, à Ottawa.<sup>6</sup> Mais le processus s'arrête là. L'une des raisons en était sans doute l'affaire du cardinal Mindszenti, chef de l'Église catholique hongroise. L'arrestation du cardinal a suscité de vives indignations sur le plan international et a influencé négativement les relations de la Hongrie avec les pays démocratiques. Effectivement, l'affaire Mindszenti a eu un écho au Canada où de nombreux personnages de l'Église catholique ont réclamé auprès de leurs députés

parlementaires de condamner le gouvernement hongrois dans leurs interventions parlementaires.<sup>7</sup>

Un an plus tard, Budapest propose l'ouverture d'un consulat à Toronto, puisque quelque 20 mille Hongrois vivent là. Toutefois, le gouvernement d'Ottawa a exprimé à l'ambassadeur hongrois de Londres, le 23 novembre 1949, qu'« il ne pouvait pas soutenir l'idée de l'établissement du consulat de Hongrie au Canada à l'heure actuelle », car « sa présence partagerait davantage les Hongrois de Canada d'ores et déjà séparés dans deux camps ». Les deux « camps » étaient d'une part les partisans et de l'autre, les opposants du régime en place en Hongrie.<sup>8</sup>

Les tâtonnements et les initiatives renouvelées visant le rétablissement des relations n'ont pas cessé après cette déclaration non plus. Mais les résultats sont restés éphémères. Aucune des deux parties n'a pris de positions extrêmes, et toutes les deux ont laissé ouvert la possibilité de la reprise des relations diplomatiques.

En 1953, c'est par l'intermédiaire de Londres que le gouvernement hongrois a relancé la proposition de l'établissement d'un consulat. Mais le Canada l'a refusée.<sup>9</sup>

En 1954, lorsque la mort de Staline a fait quelque peu relâcher la pression de Moscou, les Hongrois ont fait une nouvelle proposition au Canada. La volonté a été manifestement plus ferme qu'avant : « Bem rakpart » (le Ministère des Affaires étrangères – J.N.L.) a envoyé Mme S. J., conseillère commerciale, à un voyage d'étude au Canada, afin d'évaluer les possibilités. Un rapport de 13 pages a été rédigé sur ce voyage d'étude de neuf jours (de fin janvier jusqu'au début février 1954). La conseillère commerciale est arrivée à Ottawa le 30 janvier, où elle a mené des négociations avec Neyenus, chef du Département européen du Ministère du Commerce, qui a été « particulièrement attentif et poli » pendant cet entretien de plus de deux heures.<sup>10</sup> Lors des négociations du 3 février, Neyenus « a déclaré que le Canada était prêt et favorable à l'élargissement des relations commerciales et des affaires avec la Hongrie ».<sup>11</sup>

Suite à cet entretien, la conseillère commerciale de Hongrie a continué son voyage et s'est rendue à Toronto, où elle a rencontré le propriétaire de l'entreprise S. Blinick Company Ltd. L'entrepreneur canadien s'est intéressé à l'exportation de fruits et d'autres produits alimentaires de la Hongrie. La représentante de l'économie hongroise a également rendu visite à l'entreprise nommée « avant-garde » de distribution de films, Hungarian Film Distributors, qui était le distributeur du film *Quelque part en Europe*, ayant un grand succès.

Le rapport valant pour une étude se termine par une proposition qui pourrait être un avertissement : « Si nous voulons gagner le marché canadien pour nos entreprises, selon mes expériences, il convient surtout de respecter les accords conclus en matière de qualité ou de délai des transports. Des transports retardés et de qualité défectueuse peuvent entraîner le départ des clients. »<sup>12</sup>

En octobre 1954, le chargé d'affaires de l'Ambassade du Canada à Varsovie propose à l'ambassadeur hongrois la reprise de relations diplomatiques et la conclusion de l'accord commercial. En février 1955, l'ambassadeur hongrois de Londres s'est intéressé à la poursuite de cette proposition. En revanche, dans sa

réponse du 27 mai, Robeson, le chargé d'affaires canadien a trouvé que la situation n'était pas favorable à la réalisation de la proposition, parce qu'en Hongrie, l'Église catholique était poursuivie. Ainsi, la reprise des relations diplomatiques susciterait la réticence dans les yeux des fidèles catholiques canadiens très nombreux et provoquerait des problèmes de politique intérieure.<sup>13</sup>

En mai 1955, c'est l'ambassadeur hongrois d'Argentine qui relance la question de la reprise de relations diplomatiques à l'ambassadeur canadien à Buenos Aires. Cet ambassadeur, comme plusieurs autres représentants du Canada auparavant, a répondu par le négatif. Il disait que l'établissement de nouveaux consulats a des conséquences financières importantes. Toutefois, il a souligné qu'il n'était pas contre les relations.<sup>14</sup>

C'est ce que confirme par exemple que le Canada a toujours invité la Hongrie au Foire de Toronto, même pendant les moments les plus « chauds » de la guerre froide : la guerre de Corée. En revanche, Budapest a refusé l'invitation datée du 6 décembre 1950 quelques jours après sa réception, en évoquant des « problèmes techniques ».<sup>15</sup>

La Hongrie a reçu une nouvelle invitation en juillet 1953 à la Foire du 31 mai au 11 juin 1954. Dans sa réponse du 15 décembre 1953, Budapest a accepté l'invitation. Cependant, le 1<sup>er</sup> mai 1954, le Ministère du Commerce extérieur décide d'une non-participation de la Hongrie à la Foire de Toronto, parce que « la direction du Foire n'a pas pu assurer une place convenable pour la Hongrie ».<sup>16</sup> La cause réelle du refus a été plutôt la lutte pour le pouvoir au sein du parti et dans les bureaux de l'administration de l'État entre les adeptes de l'ouverture et les orthodoxes.

Il y a eu des initiatives pour l'établissement des relations dans le domaine de la culture aussi. En 1947, la Bibliothèque du Parlement canadien a signalé qu'elle recevrait volontiers des publications hongroises traduites à l'anglais. En échange, elle aurait envoyé des revues scientifiques. Miklós Hornyanszki, professeur de chalcographie à l'École des Beaux-Arts d'Ontario a œuvré pour l'établissement des relations dans le domaine de la vie artistique.<sup>17</sup> Grâce à l'assistance du dessinateur Avram Yanovsky, des publications et albums de beaux-arts hongrois et canadiens ont été échangés entre les organismes culturels hongrois et National Gallery of Canada. En janvier 1954, les Hongrois ont proposé la publication des nouvelles de Zsigmond Móricz au Canada, par le biais de la revue *Munkás* [L'Ouvrier] des Hongrois de gauche.<sup>18</sup>

Dans le domaine des relations culturelles, la visite d'une délégation de quatre intellectuels, arrivée en Hongrie du Canada anglophone à l'invitation de Kulturális Kapcsolatok Intézete [Institut des Relations culturelles], entre le 12 et le 27 octobre 1954 doit être retenue. Le rapport de leur séjour donne des informations sur les membres de la délégation, leurs programmes et leurs impressions.<sup>19</sup>

Le rapport apprécie Avram Yanovsky pour ses activités menées dans le mouvement ouvrier. Il aurait visité plusieurs musées et expositions de beaux-arts, et aurait aussi rendu visite à Jenő Barcsay, peintre et dessinateur célèbre. En parlant des compétences artistiques de Barcsay, le rapporteur qualifie le peintre « d'un talent médiocre ». Le membre « du plus de valeur » a été sans doute le

poète Joe Wallace, qui a donné une interview à la Radio Hongroise, a participé à des cultes (et qui en a déduit que l'exercice de la religion était libre !) et a longuement discuté avec l'écrivain Pál Szabó. Le rédacteur Margaret Fairley s'est intéressée à la situation des paysans et a visité l'Université d'Agriculture de Gödöllő. Elle a rencontré les écrivains Pál Szabó et Péter Veres, ce qui est compréhensible, puisque tous les deux sont d'origine paysanne et racontent dans leurs œuvres le monde des villages. Le distributeur de livres, Marwyn Marks, était intéressé avant tout par les films, les librairies et les maisons d'éditions. Il a également rencontré Péter Veres. Il lui a proposé de traduire des œuvres littéraires vers l'anglais ou vers le français et d'organiser des expositions (de photographies) sur la Hongrie dans les villes de Canada.

La composition, comme la visite elle-même de la délégation ont été fortement imprégnées d'intentions politiques. Malgré cela, dans le contexte des relations peu intenses de l'époque, cette visite a eu une influence à un niveau moindre certes, mais elle a sans doute promu la connaissance mutuelle des deux pays.

C'est en 1956 que l'établissement des relations diplomatiques (et commerciales) a été le plus près de sa réalisation. Cette année-là, en mars, le Conseil des ministres a autorisé l'achat de 300 mille tonnes de céréales au Canada ; Ottawa avait proposé un crédit pour la moitié de la quantité totale. Les négociations commerciales ont commencé en septembre. L'un des buts des négociations était le rétablissement des relations diplomatiques. Le chef de département du Ministère du Commerce extérieur, chef des négociations a obtenu la permission de la part du gouvernement hongrois de faire allusion, dès le début des concertations, à l'importance de la reprise des relations diplomatiques. Il n'aurait eu l'autorisation de mener des négociations d'ordre diplomatique que dans le cas d'une réaction favorable de la part des Canadiens. Il devait rencontrer le plus de diplomates possibles, tout en restant en contact avec les ambassadeurs soviétique, polonais, tchèque et yougoslave.<sup>20</sup> Il lui a été rappelé que la presse ne pourrait en aucun cas prendre connaissance des négociations et qu'« il devrait éviter poliment d'approfondir les contacts avec les leaders des Hongrois progressistes ».<sup>21</sup>

Les négociations ont été vite abandonnées, lorsque le soulèvement a eu lieu en Hongrie. Après sa défaite, le Canada a accueilli un grand nombre d'émigrés de Hongrie. Le ministre de l'immigration, Jack Pickersgill a rapporté dans son intervention du 27 janvier 1957 au Parlement canadien que jusqu'à la fin de janvier, quelque 15 mille Hongrois sont arrivés au pays.<sup>22</sup>

Le redressement de la situation diplomatique est resté à l'ordre du jour après 1956. Et à ce moment-là, les Canadiens l'ont refusé pour des raisons purement politiques : Ottawa, comme beaucoup d'autres puissances occidentales, a trouvé le gouvernement de Kádár illégitime. Malgré cela, il ne s'est pas complètement écarté des négociations.

En décembre 1957, Endre Ustor, le délégué hongrois de l'ONU, après avoir négocié avec des diplomates canadiens à New York, s'est rendu à Ottawa et s'est entretenu à deux reprises, les 6 et 10 décembre, avec T.P. Molone, le chef du département consulaire du Ministère des Affaires étrangères sur l'ouverture éventuelle d'un consulat. Or, à l'issue de la deuxième entrevue, Malone a

clairement exprimé qu'« à l'heure actuelle, le gouvernement canadien ne souhaitait pas élargir ses relations avec la Hongrie ».<sup>23</sup>

Les Canadiens cherchaient eux-aussi à avoir des renseignements sur la situation en Hongrie. Au printemps 1958, le chargé d'affaires provisoire de l'ambassade du Canada à Prague s'est rendu à Budapest pour une visite de quelques jours. Selon le rapport de l'ambassadeur hongrois de la Tchécoslovaquie, le diplomate canadien a eu des impressions très positives dans la capitale hongroise. « Il a imaginé la situation complètement différente d'après les comptes rendus des journaux occidentaux. Selon lui, la vie en Hongrie était tout à fait normale. »<sup>24</sup>

Malgré cette opinion très favorable, l'affaire hongroise figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU a continué à contrarier le développement des relations politiques. L'opinion publique canadienne aurait refusé toute avancée dans les relations bilatérales avec la Hongrie. C'est ce que confirme l'attaché culturel et de la presse de l'Ambassade du Canada à Washington, Alison Hardy, dans l'entretien qu'il a mené avec un collaborateur de l'Ambassade de Hongrie au printemps 1960. Selon l'attaché, les relations culturelles entre son pays et plusieurs pays socialistes (URSS, Tchécoslovaquie, Pologne) se sont améliorées considérablement. En revanche, « par rapport à la Hongrie, il n'y a pas d'amélioration palpable. Il trouve que ce phénomène s'explique par le fait que la Hongrie refuse la réception de l'envoyé de l'ONU dans le pays. Ainsi, la plupart des députés désavoueraient toute initiative visant à améliorer les relations entre le Canada et la Hongrie. Un exemple en est le débat sur des affaires étrangères qui s'est déroulé récemment au Parlement. Les intervenants étaient contre les relations et ont condamné l'État hongrois. Il a l'impression que le Ministère canadien des Affaires étrangères serait prêt à négocier sur l'avenir des relations entre les deux pays, mais trouve que le moment n'est pas encore venu pour traiter de cette question devant les députés et membres du gouvernement. »<sup>25</sup> L'attaché propose aux Hongrois de profiter des possibilités offertes par les organismes culturels qui, venus des pays socialistes, sont dans tous les cas bien vus et encouragés au Canada.

### **L'établissement des relations diplomatiques**

R. K. Thomson, conseiller commercial de l'Ambassade du Canada à Vienne a joué un rôle important dans les activités visant la conclusion de l'accord commercial. En effet, entre 1958 et 1961, il a mené plusieurs négociations à ce sujet avec les représentants de la partie hongroise. Pour la première fois, c'est en novembre 1958 que M. Thomson s'est rendu à Budapest, dans le but d'évaluer la situation de l'économie hongroise. Une année plus tard, l'adjoint du ministre canadien du commerce, James A. Roberts a reçu le directeur général de l'entreprise hongroise Medimpex à Ottawa. Lors de l'entretien d'une atmosphère relâchée, « l'adjoint du ministre a déclaré que personnellement il était favorable à l'ouverture des négociations entre les deux pays dans un avenir proche. »<sup>26</sup> A partir de ce moment-là, la question de la conclusion de l'accord commercial devient sujet permanent des négociations bilatérales entre le Canada et la Hongrie. Les Canadiens n'ont jamais manqué d'insister sur l'importance de la vente des céréales. Il était de plus en plus clair que la voie pour l'inauguration des

relations diplomatiques serait la conclusion d'un contrat commercial dans lequel est stipulé l'achat de blé.

En août 1961, M. Thomson a accompagné à sa visite de Budapest l'adjoint du ministre de l'agriculture S. I. Chagnon et ses deux collaborateurs. La délégation s'est rendue à Martonvásár, à l'Institut de Recherches agraires, à la Ferme d'Etat de Bábolna et à la région du lac Balaton, où elle s'est renseignée sur la culture des fruits et de la vigne. A la fin de leur visite, M. Chagnon a proposé un échange entre les étudiants d'agriculture canadiens et hongrois.<sup>27</sup> L'adjoint du ministre a également mené des négociations dans le Ministère de Commerce extérieur, où il a promis de poser la question de l'accord commercial au Canada, à son retour.

La vente des produits agricoles, et particulièrement celle du blé a gagné une importance primordiale au moment où la Grande-Bretagne a commencé des négociations sur son entrée au Marché commun. Il est à savoir que l'entrée de la Grande-Bretagne aurait exclu le blé canadien tout comme les autres produits du Commonwealth. Ainsi, dans les années 1960, les Canadiens auraient particulièrement apprécié l'achat de blé par des pays communistes, dont la Chine et l'Union soviétique, ce qui aurait pu garantir la survie de beaucoup de fermiers canadiens.<sup>28</sup>

Les Polonais se sont également présentés comme acheteurs du blé canadien : en 1962, Varsovie a acheté 300 mille tonnes de blé au Canada. Wolniak l'ambassadeur canadien de la Pologne s'est souvent concerté avec le ministre d'agriculture Hamilton, avant la conclusion du contrat d'achat. Lors de ces concertations, les deux parties se sont entretenus à chaque fois de la Hongrie aussi. Le gouvernement hongrois a été informé des ces discussions par le biais de l'Ambassade de Pologne de Budapest. Il se révèle dans ces rapports que les circonstances étaient favorables pour le démarrage des négociations entre la Hongrie et le Canada : « Hamilton le ministre canadien d'agriculture, lors de ses entretiens menés avec l'ambassadeur polonais de Canada, a dit en toute confiance que la Canada avait l'intention de vendre du blé à certains pays socialistes, dont à la Hongrie. Étant donné que Hamilton avait en général une opinion favorable des Hongrois, camarade Wolniak avait le sentiment qu'il pourrait s'agir d'autre chose aussi que la vente de blé. Il a trouvé que l'atmosphère était propice pour mener des négociations – non officielles – sur l'établissement des relations diplomatiques avec le Canada. Par exemple, lorsque la délégation part pour le Canada pour des concertations d'ordre commercial, elle pourra profiter de l'occasion pour s'informer sur les possibilités des relations diplomatiques.<sup>29</sup> Le Ministère hongrois des Affaires étrangères a demandé à l'ambassadeur Wolniak de communiquer à Hamilton que les Hongrois étaient prêts aux négociations, « y compris, dans des conditions adéquates, à l'achat de blé ». Il a également été demandé de faire savoir au ministre qu'il serait le bienvenu en Hongrie aussi, lors de son voyage européen prévu pour la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Un rapport hautement confidentiel, sans date, ni signature, établi à Budapest pour le bureau central du parti, probablement en 1962, se basant sur de différentes sources a confirmé l'opinion de l'ambassadeur polonais. Selon le document « la situation actuelle de la politique et de l'économie permettent de faire des

démarches diplomatiques visant à rétablir les relations entre le Canada et la Hongrie, ce qui peut être lié à l'achat de blé. Il faut voir clairement que le gouvernement canadien est avant tout intéressé par la vente de l'excès du rendement de blé de cette année et de gagner par ce biais les votes des fermiers. En même temps, la Hongrie serait plutôt motivée par le rétablissement des relations diplomatiques, consulaires et commerciales, mais aussi, dans une certaine mesure par la satisfaction de la demande canadienne de l'importation de blé ». <sup>30</sup> « A l'initiative de la sphère privée », l'auteur du rapport avait sollicité Franz Pick l'économiste connu, de mener des négociations avec les membres de la délégation canadienne, ayant participé au congrès de la Banque mondiale à New York. Là, le ministre de la justice M. Fleming, le président de la Banque nationale du Canada M. Rasminsky et l'adjoint du ministre des finances M. Plumptre ont confirmé que leur pays était prêt à mener des négociations sur l'achat de blé, avec la délégation hongroise autorisée. En même temps, ils ont formellement exprimé qu'ils n'étaient pas compétents dans l'établissement des relations diplomatiques. De ces expériences, l'auteur du rapport tire des conclusions fermes : « Nous ne pouvons ni ne devons négocier avec les Canadiens avant que la Hongrie ne soit vraiment prête et décidée à acheter une quantité importante de blé. » <sup>31</sup> C'est dans l'esprit de cette déclaration que les démarches suivantes de la partie hongroise ont été faites.

En mars 1963, deux collaborateurs de l'Ambassade de Hongrie de Washington se sont rendus au Canada, afin de préparer le terrain pour les négociations, à l'aide de l'Ambassade de Pologne et des hommes d'affaires canadiens. Le 20 mars, par l'intermédiaire de l'Ambassade de Pologne, les deux diplomates hongrois ont rencontré J. B. Seaborn chef du département de l'Europe de l'Est du Ministère des Affaires étrangères. Lui a vu deux obstacles devant la reprise des relations : premièrement, toutes nouvelles relations diplomatiques ont des coûts importants et, deuxièmement le Canada préfère les pays du Commonwealth dans la formation de nouvelles relations extérieures. Néanmoins, en guise d'encouragement, il a ajouté que quand ce serait le tour des pays socialistes, la Hongrie serait le premier. Il a également déclaré que « le Canada était avant tout intéressé par les possibilités d'échanges commerciaux » et que « les deux pays devraient s'approcher l'un de l'autre par le biais du commerce. » <sup>32</sup>

Lors de ce même voyage, les deux diplomates hongrois ont rencontré Stanley Stanger, président de Guardian Trust Company, « qui voyageait énormément et prenait position pour le commerce avec les pays socialistes ». <sup>33</sup> L'homme d'affaire canadien a aussitôt pris contact avec le ministre du commerce et lui a proposé que le futur commissaire commercial soit éventuellement un représentant de son entreprise. Selon toute évidence, à ces moments-là, l'intention des Canadiens a été ferme pour l'établissement des relations avec la Hongrie. Il est à noter que c'est à ce même moment-là (1963) que la situation extérieure de notre pays s'équilibrait : c'est cette année-là qu'U Thant, secrétaire général de l'ONU a effectué une visite officielle en Hongrie.

Selon les ambassadeurs polonais de Washington et d'Ottawa, l'attitude des Etats-Unis influençait aussi l'état des relations entre la Hongrie et le Canada. Les deux ambassadeurs pensaient que les Canadiens « attendraient que la Hongrie ait réglé la question de sa représentation diplomatique avec les Etats-Unis pour entrer lui-

même dans une relation diplomatique normale. En même temps, la Hongrie était le premier parmi les pays avec lesquels le Canada désirerait établir des relations diplomatiques. A cause de la situation problématique entre le Cuba et le Canada et d'autres problèmes, le gouvernement canadien ne voulait pas provoquer de nouvelles anomalies avec les Etats-Unis pour ses efforts visant l'établissement des relations avec la Hongrie. »<sup>34</sup>

L'ambassadeur polonais d'Ottawa a aussi affirmé délibérément que « la voie était entièrement ouverte à la prise des relations économiques. Si le gouvernement hongrois trouvait nécessaire l'insertion au marché canadien, par le biais d'un contrat d'engagement de plusieurs années pour l'achat d'une quantité donnée de blé, le contrat commercial pourrait être conclu sans plus attendre, le principe de 'la plus grande réduction' pourrait être appliqué et des comptoirs commerciaux pourraient être établis à Ottawa ou Montréal. »<sup>35</sup>

En avril, le journaliste célèbre László Szabó a passé plusieurs semaines au Canada. Son programme a été organisé par le Ministère canadien des Affaires étrangères. Il a rencontré, entre autres, Seaborn, qui a déclaré : « Les Canadiens sont fermes sur leur intention de rétablir les relations diplomatiques avec la Hongrie. Les diplomates qui seront délégués à Budapest apprennent déjà la langue hongroise. »<sup>36</sup>

En effet, à peine quinze jours après cette déclaration, la partie canadienne a fait le pas décisif. Par l'intermédiaire de l'Ambassade canadienne de Prague, Ottawa a adressé un mémoire de quatre points<sup>37</sup> au gouvernement hongrois le 29 avril 1964. L'essentiel du mémoire était la proposition d'établir des relations diplomatiques. Les propositions concrètes étaient les suivantes :

- Conclusion du contrat commercial dans les termes duquel la Hongrie s'engage à acheter du blé au Canada pendant trois ans. Au besoin, le Canada donne des crédits pour la réalisation des achats.
- Réglementation des problèmes relatifs au droit de propriété et au financement.
- Accord sur des questions consulaires.
- Prise des relations diplomatiques.

Le gouvernement hongrois a été favorable aux propositions et il a arrêté le 11 mai la composition de la délégation participant aux négociations. La délégation, dont le chef a été Péter Mód adjoint du ministre est parti pour Ottawa dès le 19 mai. Les négociations ont commencé le 20 mai et se sont terminées quinze jours plus tard. Les deux parties se sont mises d'accord. Il n'y avait eu que quelques problèmes d'ordre technique : un problème sur le texte précisant des questions sur le droit de propriété. A part cela, les Canadiens ont demandé de mettre une échéance annuelle pour les transactions d'achat de blé dans le texte du contrat. Les Hongrois ont envoyé le document pour approbation au gouvernement à Budapest. Ni le parti, ni le gouvernement n'a eu d'objection contre le projet de l'accord. Le 9 juin, les négociations ont pris fin officiellement. Le 11 juin, Paul Martin ministre des affaires étrangères, dans sa lettre adressée à Péter Mód (*voir*

*en annexe*) a confirmé la prise des relations diplomatiques, ce qu'il a annoncé le même jour au Parlement. Michel Sharp ministre du commerce a fait la même chose avec l'accord sur l'achat de blé.<sup>38</sup>

Le 12 juin, les principaux journaux canadiens ont rendu compte brièvement de la conclusion des accords, avec des photographies. La plupart d'entre eux a mis dans son titre l'accord commercial : « Trade Pact with Hungary » (*The Vancouver Sun*), « Canada sign Trade Deal with Hungary » (*The Gazette*). D'autres ont souligné l'importance du regroupement familial : « Hungary to Ease Exit for Canada of Split Families » (*The Globe and Mail*).

Naturellement, les journaux hongrois n'en ont pas fait moins. Dans sa longue interview donnée à *Népszabadság*, Péter Mód a expliqué les avantages de la prise des relations diplomatiques, en disant qu'elle faciliterait les contacts des quelque 130 ou 150 mille Hongrois de Canada avec leur ancienne patrie. Il a également mentionné qu'il y avait eu plusieurs tentatives de rapprochement entre les deux pays depuis 1945, mais à cause des « empêchements survenus », les projets n'ont jamais pu aboutir. L'un des résultats des négociations qualifiées d'objectives et honnêtes était que la Hongrie a pu acheter du blé au Canada à crédit.<sup>39</sup>

Six mois plus tard, *en décembre 1965*, la première ambassade hongroise a été inaugurée à Ottawa. L'Agence commerciale hongroise de Montréal a été ouvert quelques semaines plus tôt. Le 1<sup>er</sup> février 1965, le département de la Défense des intérêts des Hongrois de l'Ambassade polonaise de Montréal a cessé ses activités.

La Canada a accrédité son ambassadeur de Prague Norman Bow pour la Hongrie aussi. La première visite officielle de l'ambassadeur a eu lieu en mai 1965 à Budapest.

Le 26 juillet 1965, la Télévision canadienne (CTV), dans une émission intitulée « Tonight » a présenté un film tourné en Hongrie et portant le titre « Images de la vie des Hongrois ». Le rédacteur des informations de la chaîne B. L. Marsh a exprimé ses impressions positives de la Hongrie (politesse des gardes à la frontière, peu de soldats soviétiques dans les rues, bon hôtel, etc.).<sup>40</sup>

L'ambassadeur hongrois s'est entretenu avec le président d'Air Canada au printemps 1965 sur le vol Montréal-Budapest et sur des relations touristiques en général. Il a visité cinq universités, a mené des négociations au National Research Council. (Cette année-là, en février, un physicien de Montréal, M. Bronstein a tenu une conférence à l'Université de Szeged) En août, le film hongrois intitulé *Az álmodozások kora* [L'Age des illusions], présenté au Festival International du Film de Montréal a eu un grand succès. Il était question aussi d'une visite éventuelle de Zoltán Kodály au Canada.<sup>41</sup>

L'ambassadeur a rencontré J. A. McCordich, chef du Département de l'Europe de l'Est du Ministère des Affaires étrangères, qui était fier de pouvoir lui rappeler que c'était grâce à sa démarche que le rapprochement entre la Hongrie et la Canada a eu lieu dès avril 1964. En effet, c'était lui qui a transmis en personne le Mémoire à Budapest, dans lequel le démarrage des négociations a été proposé.<sup>42</sup>

Les relations commerciales se montraient également fructueuses. Une hausse remarquable est notée dans les chiffres d'affaires dès 1961 par rapport à ceux des années 1950 (où les chiffres d'affaires annuels se situaient entre 500 mille et 1

millions de forints en devises étrangères). Après 1961, la moyenne annuelle s'est élevée à 60-70 millions de forints.<sup>43</sup> Or, ce qui est d'une importance majeure, c'est l'apport politique des relations bilatérales. Le dialogue entre le Canada et la Hongrie a contribué à l'approfondissement du processus de détente, et ce non seulement pour les deux pays, mais aussi sur le plan international.

## **Annexe**

### **1) Lettre du ministre des affaires étrangères Paul Martin à Péter Mód, chef de la délégation<sup>44</sup>**

Ottawa, June 11, 1964.

Sir,

I have the honour to refer to the recent discussions which have taken place in Ottawa between representatives of our governments on the subject of the establishment of diplomatic relations and of diplomatic and trade representation between our two countries.

In those discussions an understanding was reached that diplomatic relations would be established between the Hungarian People's Republic and Canada and that both parties would be entitled to open embassies, in Ottawa and Budapest respectively, as soon as they wish to do so.

It was understood also that the Hungarian People's Republic would be entitled to establish a Trade Commissioner's office in the city of Montreal, staffed by government trade officials who would have the equivalent privileges and immunities (but not the functions) of the head and members of the staff of a consulate, and that Canada, for its part, would reciprocally be entitled to establish trade representation in Hungary.

I have the honour to confirm the acceptance of these arrangements by the Government of Canada and to request in return your confirmation of their acceptance by the Hungarian Government.

Accept, Sir, the assurance of my highest consideration

Signature

(Paul Martin)

His Excellency Peter Mod

First Deputy Minister for Foreign Affairs,

Head of the Hungarian Delegation,

Ottawa

## Notes

1. Report of the Department of External Affairs 1965. Ottawa 1966. p. 37
2. Il faut tout de même retenir leurs plus anciens prédécesseurs : István Budai Parmenius (1555-1583), un Hongrois a voyagé au Canada naissante au crépuscule de l'époque moderne. Il a atteint le sol de New-Foundland en tant que membre de l'expédition de Sir Hamphrey Gilbert. Il a remémoré ses souvenirs dans un poème écrit en latin, en 1583. La même année, il a été victime d'un naufrage lors du voyage de retour. Voir : *Lajos Kropf: Budai Parmenius István. Századok*, 1889. p. 150-154
3. John Murray Gibbon. *Canadian Mosaic. The Making of a Northern Nations*. Toronto 1938. p. 354.
4. Sur l'émigration et la vie au Canada voir : Ferenc Bakó. *Kanadai magyarok*. Gondolat, Budapest 1988.
5. Frigyes Puja. *Magyar külpolitika*. Kossuth Könyvkiadó 1980. p. 171-172.
6. *Feljegyzés a magyar-kanadai kapcsolatok alakulásáról*. 1955. november 10. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j 1. doboz 009739 sz. irat.
7. Débats. Chambre commune, 1949. p.145 et p. 787-789.
8. *Kapcsolat Kanadával*. Budapest, 1954. március 29. MOL Küm Kanada Adm 1945-1964. XIX-J-1-k 1. doboz, 04146/1. sz. irat.
9. *Javaslat a magyar-kanadai kapcsolatokra vonatkozó tárgyalásokra*. Budapest, 1964. május 11. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz 144/64 sz. irat
10. *Kanadai utazás*. Budapest 1954. február 22. MOL Küm Kanada Adm 1945-1964. XIX-J-1-k. 1. doboz, 04146. sz. irat.
11. Id.
12. Id.
13. *Feljegyzés a kanadai-magyar kapcsolatok alakulásáról*. Budapest, 1954. november 10. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz. 009739. sz. irat.
14. *Kanada nagykövetével folytatott beszélgetés*. Buenos Aires, 1955. június 14. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz. 005711. sz. irat.
15. A levél és a válasz: MOL Küm Kanada Adm 1945-1964. XIX-J-1-k. 1. doboz. 7029/5/6-4 . sz. irat.
16. Id. 010876 és 03352 sz. irat. La Hongrie participe à la Foire de Toromto pour la première fois en 1963.
17. Uo. 12939. sz. irat
18. Uo. 02766 sz. irat

19. *Jelentés a négytagú kanadai angol delegáció magyarországi tartózkodásáról.* 1954. október 12-17. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 3. doboz 027 87/6. sz. irat
20. *Utastítás a tárgyalásokhoz.* Budapest, 1956. augusztus 31. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964 XIX-J-1-j 1. doboz. 001710/1. sz. irat.
21. Id.
22. *Débats.* Chambre commune, 1957. p. 693
23. *Jelentés a knadai kapcsolatok felvételére irányuló küldetésről.* Budapest, 1957. December 11. MOL Küm Kanada Tük 1955-64. XIX-J-1-j. 1. doboz. 005699. sz. irat
24. *A kanadai ideiglenes ügyvivő látogatása Budapesten.* Prága, 1958. március 21. MOL Küm Kanada Tük 1955.1964. XIX-J-1-j. 1. doboz. 002627. sz. irat.
25. *Beszélgetés Alison Hardy kanadai kultur- és sajtóattaséval.* Washington, 1960. március 21. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1 doboz. 003124. sz. irat
26. *1956 óta történt kezdeményezések magyar-kanadai kereskedelmi megállapodás ügyében.* Budapest, 1961. szeptember 6. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 3. doboz. 007193. sz. irat
27. *Kanadai mezőgazdasági küldöttség látogatása Magyarországon, 1961. augusztus 17-20.* Budapest, 1961. augusztus 30. MOL Küm Kanada Adm 1945-1964. XIX-J-1-k. 1. doboz 006765. sz. irat., *Népszabadság, le 20 août 1961.*
28. Bruce Muirhead. "The Developement of Canada's Foreign Economic Policy in the 1960's: the Case of the European Union." *Canadian Historical Review*, 2001. 4. sz. p. 690
29. *Hamilton földművelésügyi miniszter meghívása.* Budapest, 1962. szeptember 14. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz. 26-007215/2. sz. irat.
30. *Kanadai-lengyel búzavásárlás, valamint a magyar-kanadai kapcsolatok esetleges rendezése.* MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j.1. doboz. 26-007215/2 sz. irat.
31. Id.
32. *Látogatás a kanadai külügyminisztériumban.* Washington, 1963. április 25. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz 004021. sz. irat.
33. *Stanley Stranger elképzelései Kanada és Magyarország közötti kapcsolatok megjavítása érdekében.* Washington, 1963. április 25. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 3. doboz. 004022 sz. irat
34. *A magyar-kanadai viszony kérdése.* Washington, 1964. január 6. Magyar Szocialista Munkáspárt Külügyi Osztálya iratai MOL M-ks-288 f. 32. cs. 11. őe.
35. Id.

36. *Feljegyzés kanadai riportutamról.* Budapest, 1964. április 18. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz. 00610. sz. irat, László Szabó rend compte de ses expériences dans une série d'articles (9) dans le quotidien du tirage le plus important, *Népszabadság*, entre le 19 avril et le 1 mai 1964.
37. *Javaslat a magyar-kanadai kapcsolatokra vonatkozó tárgyalásokra.* Budapest, 1964. május 11. MOL Küm Kanada Tük 1955-1964. XIX-J-1-j. 1. doboz 26-144/64. sz. irat.
38. *Débats.* Chambre commune 1964. vol. 4. 4369. o.
39. *Népszabadság*, le 20 juin 1964.
40. *Ebéd B. L. Marsh-sal a CTV hírszerkesztőjével.* Ottawa, 1965. július 5. MOL Küm Kanada Tük 1965. XIX-J-1-j. 69. doboz. 003475. sz. irat.
41. *Id. Légügyi kapcsolat.* Ottawa, 1965. január 19. 014/4. sz. irat., Kulturális kapcsolat. Ottawa, 1965. november 27. 005552. sz. irat.
42. *Látogatás a külügyminisztérium Kelet-Európai osztályának és a Tájékoztatási Főosztálynak a vezetőjénél.* Ottawa, 1965. február 10, MOL Küm Kanada Tük XIX-J-1-j. 68. doboz. 01114/1. sz. irat.
43. *Statisztikai Évkönyv 1968.* Statisztikai Hivatal, Budapest 1969. p. 256-257
44. *MOL Küm Kanada Tük 1955-1964.* XIX-J-1-j. 1. doboz 26-003331/7 sz. irat